

LA NOUVELLE CONFIGURATION DU CAPITALISME MONDIAL

LES ENJEUX D'UNE ENTRÉE À L'OMC

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY
EconomiX-CNRS et PSE-CNRS

Version: 14 février 2007. Ce texte a été rédigé à la suite d'un séjour au Vietnam (du 28 mai au 6 juin 2006), à l'invitation de la Fondation pour la paix et le développement. Trois conférences furent organisées à Hanoï, Da Nang et Hô Chi Minh Ville, autour de l'entrée du Vietnam à l'OMC.

*Adresse : PSE-CNRS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.
Tél: 01 43 13 62 62, Fax: 01 43 13 62 59
E-mail: dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>*

1 - Introduction

Les organisations internationales ne cessent de publier des rapports “optimistes” concernant la croissance mondiale. Le monde croîtrait rapidement pour le plus grand bien de l’humanité, et ce dynamisme est imputé aux bienfaits de la mondialisation. Dans la critique de cet optimisme affiché, on peut adopter divers points de vue qui ont tous leur pertinence (et leur complexité). On peut mettre en avant le coût de cette croissance en termes de détérioration de l’aptitude de la planète à assurer la perpétuation de la vie humaine, animale et végétale ; on peut reprocher à cette trajectoire de l’économie mondiale l’accentuation qu’elle provoque, des inégalités entre divers groupes sociaux plus ou moins favorisés ; on pourrait, ou devrait, s’inquiéter de l’avenir de l’humanité dont elle est porteuse, en termes de modes de vie, de relations humaines, de culture, etc., compte tenu des valeurs individualistes et “consommatrices” sur lesquelles elle repose.

Le point de vue adopté ici est plus spécifique. Il s’agit, en premier lieu, de mettre en évidence deux aspects bien particuliers de cette croissance (section 2) : (1) ses contours chronologiques : depuis quand ? Quels étaient les rythmes antérieurs ? et (2) son caractère sélectif : où se concentre-t-elle et quels sont les laissés-pour-compte. L’identification des repères chronologiques conduit à distinguer deux périodes, les premières décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale et la nouvelle phase où le capitalisme est engagé depuis le début des années 1980 (section 3). Ces deux périodes sont connues comme le *compromis keynésien* et le *néolibéralisme*. L’étude des disparités met en évidence une nouvelle configuration des rapports économiques (et politiques) internationaux, dont le caractère hiérarchique est fortement accentué (section 4). Dans ces deux contextes, celui de la périodisation du capitalisme et de la nouvelle configuration de l’économie mondiale, on tentera de caractériser les fonctions de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC), une pièce importante dans un dispositif plus général. La dernière section est consacrée aux conséquences de cette analyse pour les pays de la périphérie¹, selon leur histoire et leur position respectives dans cette nouvelle économie mondiale (section 5). Les interprétations fournies s’appuient sur des études antérieures dont on trouvera les références et, pour les articles, les textes intégraux, sur la page web des auteurs².

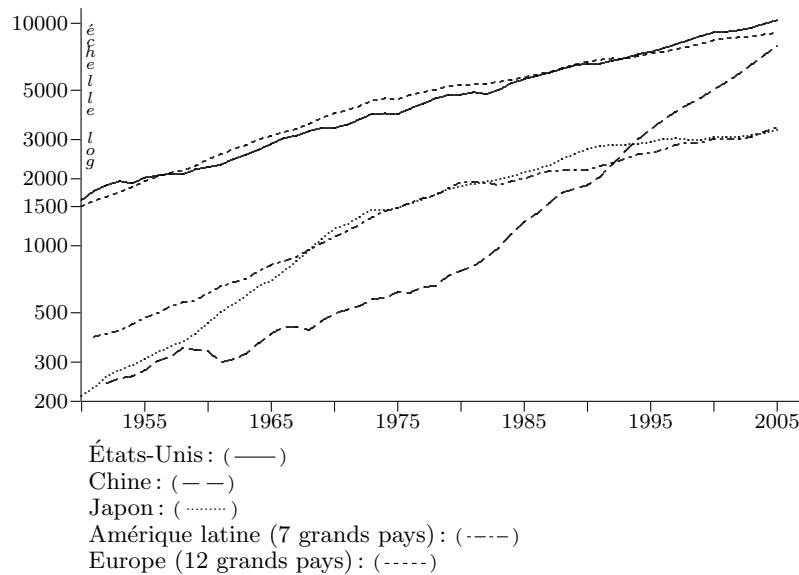
2 - Quelle croissance ?

Derrière le caractère relativement soutenu de la croissance mondiale se cache une grande diversité de situations locales. En simplifiant considérablement, on peut en faire

1. On utilise ici la distinction Centre/Périphérie, moins inexacte que Nord/Sud. Il s’agit des pays capitalistes développés qui forment un “centre” du monde capitaliste, articulé à la périphérie dans un rapport inégal.

2. Notamment : G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Paris : Presses Universitaires de France (2000) et *Capital Resurgent. Roots of the Neoliberal Revolution*, Harvard : Harvard University Press (2004). L’adresse de la page est : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>.

Figure 1 La croissance mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale (milliards de dollars de 20~~XXX~~): Amérique Latine (sept plus grands pays), Chine, Europe (zone euro), États-Unis, Japon



Les Produits Intérieurs Bruts (PIB) sont mesurés en utilisant des taux de change de Parités de Pouvoir d'Achat (PPA). Ce sont des taux fictifs qui, s'ils existaient, donnerait à un voyageur états-unien dans un autre pays du monde, l'impression que les niveaux de prix sont les mêmes dans le pays qu'il visite que dans son propre pays (sous l'hypothèse qu'il achèterait un peu de tout). On sait que s'il voyage en Chine, par exemple, il aura l'impression que le prix sont très faibles, ce qui marque la sous-évaluation du Yuan. Ces calculs de parité de pouvoir d'achat sont difficiles, du fait de la diversité des structures de production et de demande dans chaque pays, mais l'usage de taux non ajustés conduit à des évaluations radicalement biaisées. Les sept plus grands pays d'Amérique latine sont : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela.

ressortir les traits majeurs suivants (à l'évidence, les grands pays ou régions du monde pèsent lourdement dans le taux de croissance mondial) :

1. Il y a fondamentalement deux pôles à la croissance mondiale, surtout quand on la compare à ses rythmes antérieurs, durant les premières décennies de l'après-guerre (figure 1) :

- Le premier est constitué par l'économie des États-Unis (au milieu des années 2000, l'économie des États-Unis représente environ ~~XXX~~% de l'économie mondiale, en utilisant des taux de change ajustés aux écarts de niveaux de prix entre pays (voir le commentaire de la figure 1). Les taux de croissance enregistrés dans ce pays depuis 1980 sont similaires, ou peu inférieurs, à ceux observés dans les années 1950 ou 1960. Le ralentissement observé dans la seconde moitié des années 1970 (période de "crise structurelle" du capitalisme mondial) ne s'est pas prolongé, surtout compte tenu des taux de croissance de la seconde moitié des années 1990. On peut ajouter à ce premier pays, quoique dans des configurations assez distinctes, le Royaume-Uni et l'Irlande.
- Le second pôle est constitué par des pays dont la croissance s'est fortement accélérée depuis la fin des années 1970. Les cas emblématiques sont ceux de l'Inde et, surtout,

de la Chine (**XXX%** de l'économie mondiale). Ce dernier pays connaît depuis la fin des années 1970 des taux de croissance annuels de l'ordre de 10%, très supérieurs aux taux antérieurs. On peut également mentionner le cas du Vietnam qui semble s'être désormais placé sur une telle trajectoire.

La section 4 fournira des éléments d'interprétation de ces performances, surtout en ce qui concerne les États-Unis et la Chine, ou les régions du monde dont on va maintenant traiter.

2. Parmi les pays dont la croissance s'est ralentie à des degrés divers, il faut également distinguer divers cas d'espèce :

- *L'Europe continentale* (à l'exclusion de quelques pays nordiques). Dans cette région du monde, le taux de croissance diminua fortement vers le milieu des années 1970 (au cours de la crise structurelle mentionnée plus haut), et aucun rétablissement n'est intervenu ultérieurement. Dans les pays formant désormais la zone euro, le taux de croissance moyen fut de **XXX%** entre 1950 et 1975 ; entre 1980 et 2005, il ne fut que de **XXX%**.
- *L'Amérique latine*. Un profil similaire est observable en Amérique latine. Dans cette région du monde, les premières décennies de l'après-guerre ont été des années de croissance rapide, par exemple, plus de 7% au Brésil. Mais ce fut un caractère très général. Les sept plus grands pays d'Amérique latine (voir commentaire de la figure 1) crûrent à un rythme moyen de **XXX%** entre 1950 et 1980. Sur la période 1980-2005, ce taux ne fut que de **XXX%**, et cette croissance fut interrompue par des crises majeures.
- *Le Japon et la Corée*. Pour ces pays, la rupture est intervenue plus tardivement : dans la première moitié des années 1990 au Japon, et Corée à la suite de la crise de 1997 en Corée. Les degrés du ralentissement sont également distincts. Il est, cependant, possible de comparer ces deux pays du fait de certaines parentés de leur modèles de développement, antérieurement à l'affirmation du néolibéralisme.
- *L'Afrique*. En dépit de différences évidentes entre pays, que nous n'aborderons pas ici, ce continent reste globalement dans une situation peu performante.

3 - Le compromis keynésien et le néolibéralisme

Cette section est consacrée à la dimension chronologique de ces phénomènes : la succession de deux ordres sociaux après la Seconde Guerre mondiale, qu'on peut désigner comme le *compromis keynésien* et le *néolibéralisme* bien que les deux termes ne soient pas pleinement satisfaisants. On ne traitera pas ici des pays socialistes, dont les performances en termes de croissance restèrent décevantes—la transition vers le capitalisme, dès lors qu'elle est encadrée par un pouvoir fort, s'avérant très efficace en matière de croissance.

3.1 Un compromis social largement ouvert vers les classes populaires

Les pays capitalistes du centre demeurèrent après la Seconde Guerre mondiale des pays impérialistes. Une des caractéristiques de cette configuration était l'hégémonie états-unienne, c'est-à-dire la position de *leader* de ce pays depuis la Première Guerre mondiale environ, encore renforcée par la seconde. Au plan politique, les guerres d'indépendance des anciennes colonies et la guerre des États-Unis au Vietnam témoignent de la violence de cet impérialisme.

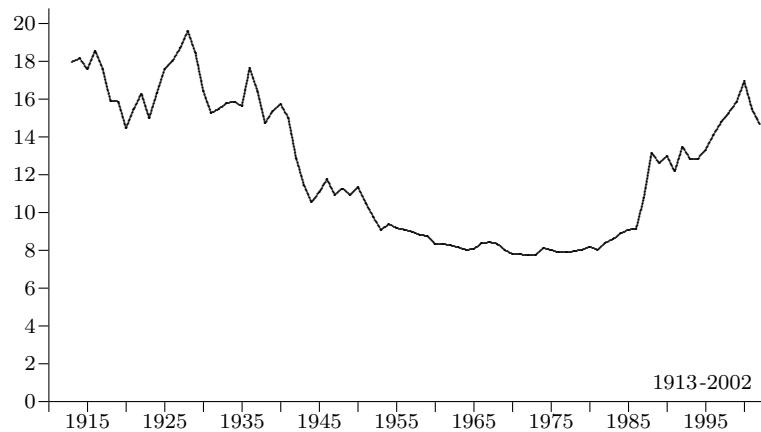
On peut néanmoins parler de ces sociétés des premières décennies de l'après-guerre en terme de progrès, en se focalisant sur les réalités nationales. L'expression "compromis keynésien" renvoie à l'économiste et diplomate anglais John Maynard Keynes (dont l'œuvre principale date de 1936). Cette référence a pour objet un aspect du cadre institutionnel qui prévalut pendant ces années, en matière de politiques macroéconomiques (monétaire et budgétaire), au plan national et international (Keynes fut un des négociateurs des accords de Bretton Woods de 1944). Il ne s'agit que d'un des caractères de la nouvelle période, mais on ne saurait exagérer son importance.

Plus généralement, on peut caractériser cet ordre social par les traits suivants :

1. La gestion des grandes entreprises était largement aux mains des cadres, dont les actionnaires n'étaient qu'un des partenaires, aux côtés des salariés et de l'État. De cela découleront des modes de gestion, déjà appelés "gouvernement d'entreprise", tournés vers la croissance et le changement technique.
2. Au plan national, les États étaient fortement impliqués dans des politiques industrielles ; les systèmes financiers, parfois nationalisés, étaient au service des entreprises de production ; les politiques macroéconomiques (monétaires et budgétaires), dont on a rappelé plus haut les caractères "keynésiens", visaient à la croissance et au plein emploi.
3. Au plan international, la protection des économies nationales moins avancées, face à des concurrents plus performants, était assurée par des protections commerciales (droits de douanes, quotas ou autorisations préalables). La mobilité des capitaux était limitée par un système de contrôle des changes (c'est-à-dire d'obligation de change dans la monnaie nationale des produits en devises des exportations et d'autorisation préalable pour obtenir des devises étrangères en vue d'importer ou d'effectuer des investissements à l'étranger). Le Fonds Monétaire International avait pour vocation d'aider temporairement les pays en déséquilibre extérieur afin de leur permettre de rétablir leur situation.
4. La Seconde Guerre mondiale fut une période de très forte réduction des inégalités. Aux États-Unis, le 1% des ménages aux plus hauts revenus recevait, avant la Seconde Guerre mondiale, environ 16% du revenu total du pays. Pendant la guerre, ce pourcentage tomba à 10%, et il continua à diminuer lentement jusqu'à 8% dans les années 1970 (figure 2). Les entreprises distribuaient peu de dividendes et les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire une fois retranché le taux d'inflation étaient faibles.
5. Durant ces décennies, des systèmes de protection sociale (retraites, santé, famille, chômage) furent mis en place et leur conférèrent un caractère "social" prononcé.

L'expression "répression financière" a été proposée pour caractériser ces décennies. "Finance", dans ce contexte, désigne les fractions supérieures de la classe capitaliste et les institutions financières. Dans des pays comme la France ou le Japon, le terme "répression" semble tout à fait justifié. Pour les États-Unis, il est sans doute excessif ; celui d'"endiguement" paraît mieux adapté.

Figure 2 Part dans le revenu total des ménages, du revenu du 1% aux revenus les plus élevés : États-Unis



T. Piketty, E. Saez, "Income Inequality in the United States, 1913-1998", *The Quarterly Journal of Economics*, CXVIII (2003), p. 1-39.

3.2 La restauration du pouvoir et des revenus des classes capitalistes

Le néolibéralisme est un nouvel ordre social qui s'est imposé aux États-Unis et en Europe au début des années 1980. A la fin des années 1970, le Président Carter nomma Paul Volcker à la tête de la Réserve Fédérale, la banque centrale des États-Unis. Celui-ci prit la décision d'augmenter les taux d'intérêt à n'importe quel niveau supposé nécessaire pour en finir avec l'inflation. Il s'agit de ce que nous appelons le "coup de 1979".

Ce tournant néolibéral était déjà dans l'air. Notamment, à la suite de la crise du dollar au début des années 1970, les taux de change fixes avaient été abandonnés au profit de change flottants. Pendant cette décennie, avait commencé la libération des mouvements de capitaux. Les "eurobanques" gagnaient en importance (des banques non soumises au contrôle des banques centrales nationales, originellement localisées à Londres, d'où leur nom).

Les conditions de la crise structurelle des années 1970 furent déterminantes, mais le néolibéralisme est un acte politique consacrant des idées énoncées de longue date, en particulier dans les écrits de Friedrich von Hayek³. La rupture fut marquée par un ensemble de grèves, notamment aux États-Unis et au Royaume Uni, auxquels Margaret Thatcher et Ronald Reagan résistèrent violemment.

Le coût de ce changement d'ordre social fut considérable. Il causa une violente crise aux États-Unis en 1982, doublée d'une crise financière (du système bancaire et des Caisse d'Épargne). Il fut à l'origine de la crise de la dette des pays dits alors du tiers-monde, à partir de 1982. A plus long terme, ce changement marqua l'entrée dans la nouvelle phase de croissance lente en Europe et en Amérique latine décrite à la section 2.

Tous les aspects du compromis keynésien mentionnés à la section 3.1 furent altérés : gestion des entreprises dorénavant tournée vers les actionnaires, politiques macroécono-

3. F.A. Hayek, *The Road to Serfdom*, Chicago (1980) : The University of Chicago Press (1944).

miques visant à la stabilité des prix dans un contexte de taux d'intérêt réels élevés, ouverture des frontières commerciales et libre circulation des capitaux. L'effet sur les revenus des classes privilégiées fut puissant. Aux États-Unis, le 1% aux revenus les plus élevés, dont on a dit que la part du revenu total avait chuté à 8% pendant la Seconde Guerre mondiale, remonta à 16% en une vingtaine d'années. Et il convient d'ajouter que les statistiques fiscales, dont ces chiffres sont tirés, ne rendent pas compte des revenus engrangés dans les paradis fiscaux dont le néolibéralisme a permis l'explosion.

Cette chronologie de l'instauration de l'ordre néolibéral ne fut pas la même dans toutes les parties du monde, et on retrouve ici les profils de la croissance. Le Japon entra dans l'ordre néolibéral au cours des années 1990 ; l'Amérique latine vécut un premier mouvement de libéralisation dans ses dictatures, puis un retour à un certain contrôle dans les années 1980 du fait de crise de la dette, puis une avancée néolibérale dans les années 1990.

4 - La nouvelle configuration de l'économie mondiale

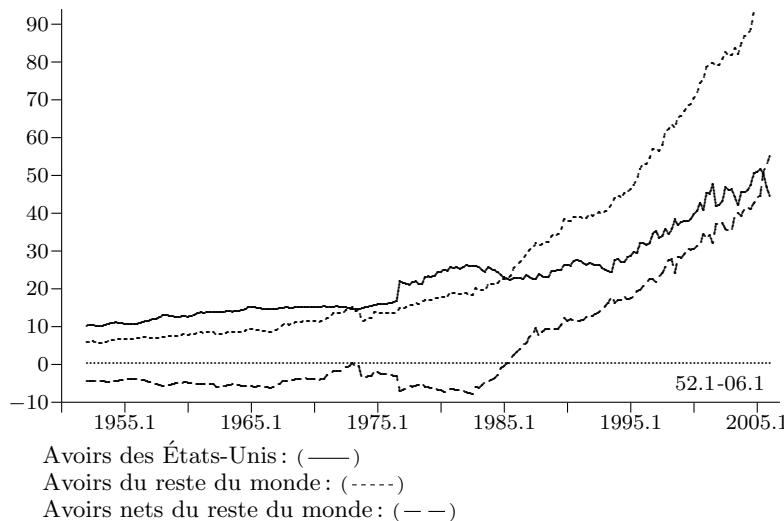
Comme on vient de le voir, il faut combiner dans l'analyse du néolibéralisme les aspects nationaux et internationaux. Mais au plan international, il faut ajouter à ce qui a été dit précédemment l'affirmation d'une *nouvelle configuration de l'ordre économique mondial*. Cette formule "aseptisée" sert à désigner ici les nouvelles caractéristiques de l'impérialisme contemporain, sous hégémonie états-unienne. On va d'abord le définir simplement par référence à un centre et une périphérie, selon un schéma qu'on spécifiera ultérieurement.

4.1 Impérialisme : centre et périphérie

On entend ici par "impérialisme" un ordre hiérarchique mondial dans lequel les pays capitalistes les plus avancés tirent des revenus (intérêts, dividendes et profits résultant du bas prix des matières premières) des pays moins avancés. Il s'agit d'une caractéristique permanente du capitalisme, et non d'une phase particulière du capitalisme. Une particularité de l'impérialisme contemporain est son caractère informel, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de colonies ou d'empires territoriaux. Cette extraction se fait par la violence économique "simple" — l'ouverture financière des frontières commerciales et financières entre pays de niveaux de développement inégaux — et les formes traditionnelles de la violence, par ordre de coût croissant : corruption, subversion et guerre. Mais cette extraction de revenu se double également de phénomènes de financement à l'avantage du centre.

Au plan économique, le centre extrait des revenus de la périphérie et prend le contrôle de son économie en exportant des capitaux ; il soumet ces pays à la concurrence de ses produits industriels et agricoles ; il importe au meilleur marché leurs ressources naturelles et contrôle l'usage de l'espace permis par la géographie (canaux, pipelines). Au plan plus strictement financier, il draine les épargnes des classes capitalistes de ces pays. Dans le monde actuel, ces classes capitalistes nationales financent non seulement le pays du centre mais le processus même d'appropriation des économies dominées de la périphérie, y compris la leur. Ces capitaux venus du monde sont rémunérés à des taux inférieurs aux taux de rendement dont bénéficient les investissements financiers du centre dans la périphérie. Au

Figure 3 Pourcentage dans le Produit National Net des États-Unis des avoirs d'agents de ce pays sur le reste du monde, et du reste du monde sur ce pays



Un signe positif pour l'écart entre les deux variables (---) indique que le reste du monde détient davantage d'actifs sur les États-Unis que ce pays sur le reste du monde
Source : Flow of Funds (Federal Reserve).

plan politique, le point déterminant est d'obtenir la collaboration des États de la périphérie (des gouvernements favorables aux intérêts du centre). Si ce résultat ne peut pas être obtenu par le biais de gouvernements “démocratiques”, il l'est au moyen de dictatures. Il n'existe pratiquement pas de gouvernements démocratiques hostiles aux pays du centre dans le monde, car ces gouvernements sont fragiles. Lorsqu'il existent, on peut dire qu'ils sont en sursis et que leur élimination est programmée.

4.2 Un cas emblématique : Les États-Unis et l'Argentine

La relation des États-Unis au reste du monde est spectaculaire :

1. Les revenus que les États-Unis tirent du reste du monde sont énormes. En se limitant aux seuls intérêts et dividendes provenant des investissements dans le reste du monde, on peut montrer que ces revenus sont égaux à 80% des profits après-impôt que les sociétés nonfinancières états-unies réalisent sur le territoire des États-Unis⁴.
2. Le second aspect de la configuration décrite plus haut, le financement des États-Unis par le reste du monde, atteint des proportions déconcertantes. Les avoirs financiers que le reste du monde possède désormais sur les États-Unis est désormais le double de ceux que les États-Unis possèdent sur le reste du monde (figure 3)⁵ ! Mais ces avoirs sont rémunérés à des taux deux fois inférieurs à ce que réalisent les investisseurs états-unis dans le reste du monde.

4. G. Duménil, D. Lévy, “The Economics of U.S. Imperialism at the Turn of the 21th Century”, *Review of International Political Economy*, 11 (2004), p. 657-676.

5. On fait ici abstraction des paradis fiscaux.

Quant à la situation de la périphérie, on peut illustrer cette configuration sur le cas emblématique de l'Argentine des années 1990. Il faudrait faire entrer ici dans ce tableau l'Europe qui est également un grand investisseur en Amérique latine, donc en Argentine. On trouve dans ce pays les deux aspects symétriques des précédents :

1. Les pays du centre ont acheté la majeure partie de la grande économie de l'Argentine. On peut considérer les 500 plus grandes sociétés nonfinancières résidentes dans ce pays. Parmi ces sociétés, celles qui sont possédées à plus de 50% par des étrangers réalisaient, au début des années 2000, 80% de la production de l'ensemble des 500.
2. La classe capitaliste de l'Argentine a investi son argent dans les pays du centre notamment aux États-Unis. La mesure de ce phénomène est frappante⁶.

4.3 Et l'Europe ?

Dans cette configuration, l'Europe occupe une place intermédiaire. Elle aspire à partager le sort des États-Unis ; elle investit dans le monde, notamment en Amérique latine ; mais, d'un autre côté, elle participe à ce vaste mouvement de financement de l'économie des États-Unis, comme un pays de la périphérie.

Si l'on considère les flux financiers nets, c'est-à-dire les flux de financement reçus diminués des flux payés, les États-Unis apparaissent comme les grands bénéficiaires de ce système. Le principal pouvoir de fonds aux États-Unis est l'Europe. Vient ensuite l'Amérique latine, puis l'Asie. Mais dans cette dernière région du monde, c'est le Japon qui domine. La Chine entre dans le jeu du fait des dollars qu'elle accumule, mais son rôle n'est pas prépondérant.

Telle est donc la situation de l'Europe, investisseuse à la fois dans le centre du centre, c'est-à-dire les États-Unis, et dans la périphérie, au mépris de sa propre croissance. Le premier aspect définit le "côté" argentin de l'Europe.

4.4 Et la Chine ?

Avant de caractériser l'intégration de la Chine dans cette nouvelle configuration de l'économie mondiale, il faut insister sur les caractères de sa transition vers l'économie de marché (soit *capitaliste*). La transition des économies planifiées vers le marché capitaliste joue un rôle fondamental dans l'explosion de leur croissance, en Chine comme au Vietnam. La Chine possède encore un taux d'épargne considérable, et les capitaux ne fuient pas vers l'étranger (en dépit du placement des réserves en devises en bons du trésor des pays du centre).

Le cas de la Russie prouve, cependant, que rien n'est évident en cette matière, et que la capacité des autorités politiques à "encadrer" une telle transition, aux plans économique et politique, est déterminante. Plus généralement, un facteur crucial d'une trajectoire de développement est le "patriotisme" économique et politique des groupes dirigeants (y compris celui des capitalistes de la diaspora). En cette matière, le poids de l'histoire est prépondérant.

6. G. Duménil, D. Lévy, *Argentina's Unsustainable Growth Trajectory : Center and Periphery in Imperialism at the Age of Neoliberalism*, PSE, Économix, Paris (2006).

La Chine est emblématique d'une certaine insertion dans l'économie mondiale. Il s'agit d'un pays à main d'œuvre à très bon marché et qui maintient le taux de change de sa monnaie à un niveau très faible (cette sous-estimation du yuan est estimée à 5, c'est-à-dire que le yuan serait à 20% de sa valeur en termes de PPA). Pour un résident des États-Unis, une heure de travail d'un ouvrier chinois a un prix dérisoire. La Chine, qui par ailleurs semble offrir de solides garanties politiques, a ainsi vocation à transformer son économie en un vaste atelier de montage pour les sociétés transnationales. Le Vietnam s'engage vigoureusement sur cette voie.

La politique d'ouverture commerciale correspondante ne menace pas l'économie de ces pays, parce que la grande masse de la population n'a pas un pouvoir d'achat lui permettant d'importer des biens de consommation étrangers, notamment provenant des pays du centre (compte tenu du niveau des taux de change). En dehors de la production résultant des ateliers de montage, les exportations sont surtout agricoles. Certaines denrées, comme le café, ne sont pas produits par les pays du centre. La rentabilité de leur production dépendra des prix à l'exportation, largement déterminés sur le "marché mondial" soit les firmes transnationales. Le bas coût de la main d'œuvre permettra à certains pays de se placer avantageusement sur les marchés mondiaux de ces produits (comme le Vietnam par rapport au Guatemala, où les salaires sont déjà très faibles mais plus élevés qu'au Vietnam, toujours compte tenu des taux de change). Mais l'ouverture implique également la concurrence des produits des pays du centre dont sait que l'agriculture est subventionnée. La menace est considérable sur ce terrain. Au plan financier, les sorties de capitaux de Chine sont contrôlées.

Du point de vue des intérêts des fractions supérieures des classes capitalistes états-unienennes, en termes de rentabilité de leurs capitaux, le lieu où est réalisé la production importe peu. La Chine entre ainsi dans leur jeu de manière optimale. De plus, le bas prix (salaires et taux de change), auquel ce pays se vend sur le marché mondial, place les travailleurs du monde entier en concurrence : d'un pays de la périphérie à l'autre, et vis-à-vis des travailleurs de pays du centre.

4.5 Le schéma de la nouvelle configuration

On peut distinguer trois pôles :

1. Le centre du centre : A des degrés divers selon les situations locales, les États-Unis concentrent les épargnes des classes capitalistes du monde. Ils les investissent dans le reste du monde, y compris dans ces pays, mais dans une assez large mesure vers les pays à bas prix du travail et taux de change faibles, notamment la Chine qui n'exporte pas ses capitaux.
2. Les pays de la périphérie qui réussissent cette insertion grâce au bas prix de leur main d'œuvre, leur faible taux change et l'absence d'exportation des capitaux par d'éventuels capitalistes nationaux, peuvent bénéficier de cette grande configuration, et en bénéficieront aussi longtemps que le succès de cette insertion n'en modifiera pas les paramètres (par exemple, par une hausse du coût du travail, du salaire et de la protection sociale). A l'évidence, suivre une telle trajectoire signifie, corrélativement, ne pas en choisir une autre : un modèle de développement autocentré comme en Amérique latine avant le néolibéralisme. Il faut réfuter vigoureusement la propagande néolibérale tendant à accréditer la thèse de l'absence d'alternative.

3. Les pays dont la population avait acquis un niveau de vie plus élevé, au sein de modèles de développements auto-centrés, comme en Amérique latine, ou comme dans le modèle européen de l'après-guerre, subissent l'ouverture commerciale et financière néolibérale de plein fouet. Leurs classes capitalistes ont diverses options selon les situations locales : (1) abandonner leur économie comme en Argentine dans les années 1990 ; (2) jouer simultanément sur les deux tableaux (d'une part, se constituer en "centre" et, d'autre part, s'intégrer dans la logique du financement du centre du centre), comme en Europe. Dans tous les cas, la pression sur les coûts salariaux est énorme, avec de fortes résistances comme en Europe, ou avec une efficacité caricaturale et dramatique comme en Argentine, où les salaires réels sont revenus à leur niveau de l'après-guerre.

5 - Conséquences pour les pays de la périphérie

Il existe, en effet, une possibilité pour les pays de la périphérie, dont le cas emblématique est la Chine, de s'insérer dans cette nouvelle configuration de l'économie mondiale. Un élément central de cette intégration est actuellement l'entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nous faisons ici référence à l'ensemble du processus d'intégration, compte tenu des traités bilatéraux préalables.

Il y a deux enjeux principaux, tous deux relatifs à la consolidation de la position de ces pays dans la nouvelle division internationale du travail :

1. Il s'agit en premier lieu de consolider la position acquise ou en voie d'acquisition concernant ce qu'on a appelé le "montage" : devenir l'atelier du monde dans les processus de production forts consommateurs de main d'œuvre. On peut noter que ce premier aspect n'est pas conditionné par l'adhésion à l'OMC. On peut, cependant, estimer que toutes marques de "bonne conduite néolibérale" sont susceptibles de renforcer ce processus.
2. Un second objectif des pays de la périphérie est de devenir la source principale de produits agricoles des pays du centre. L'OMC, dans ces principes, devrait œuvrer en faveur de la réalisation de cette ambition. On sait, cependant, que l'OMC est actuellement en crise du fait du refus des pays du centre de confronter leurs agricultures à la concurrence de la périphérie, notamment leur refus d'abandonner réellement les subventions. Il semble irréaliste d'imaginer que le pays du centre abandonneront leur agriculture, en particulier les pays du centre, pour des raisons principalement politiques.

Sur un autre plan, il est très important de noter que le néolibéralisme a souvent signifié l'abandon de la capacité des économies à contrôler leur situation macroéconomique, au bénéfice des dits marchés financiers, c'est-à-dire des capitaux internationaux. Cette perte s'est matérialisée en Asie (Corée, Asie du Sud-Est) et en Amérique latine, par les crises de la fin des années 1990 et du début des années 2000. L'appropriation par l'étranger des institutions financières est ici cruciale. Des options extrêmes, comme le *Currency board* (par exemple, en Argentine), ont eu des effets dramatiques, les banques centrales et les gouvernements ayant perdu la capacité d'enrayer les récessions, de fait amplifiée par les départs de capitaux.

Le grand pari est celui de la Chine : profiter du créneau créé par cette ouverture sur le marché mondial pour parvenir à s'approprier l'initiative en matière de technologie. Cette

stratégie est supposée permettre le passage de statut de “subalterne” à celui de rival : le pari du “grand basculement”. Ce pari peut-être gagné, mais il faut comprendre que les traités de l'OMC incluent la protection de la propriété intellectuelle, précisément afin d'éviter l'appropriation sauvage des technologies à laquelle se livrent les pays engagés sur cette voie. Quelles sont les chances de succès ? La nouvelle configuration de l'économie mondiale est actuellement très favorable au centre du centre, mais les risques sont grands pour tous les protagonistes, y compris ce centre. Le résultat dépendra des luttes dont les enjeux sont clairement apparents.

Références

- Duménil G., Lévy D. 2000, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Duménil G., Lévy D. 2004(a), *Capital Resurgent. Roots of the Neoliberal Revolution*, Harvard : Harvard University Press.
- Duménil G., Lévy D. 2004(b), "The Economics of U.S. Imperialism at the Turn of the 21th Century", *Review of International Political Economy*, 11, p. 657-676.
- Duménil G., Lévy D. 2006, Argentina's Unsustainable Growth Trajectory : Center and Periphery in Imperialism at the Age of Neoliberalism, PSE, Economix, Paris.
- Hayek F.A. 1944, *The Road to Serfdom*, Chicago (1980) : The University of Chicago Press.
- Piketty T., Saez E. 2003, "Income Inequality in the United States, 1913-1998", *The Quarterly Journal of Economics*, CXVIII, p. 1-39.

Sommaire

1 - Introduction	1
2 - Quelle croissance ?	1
3 - Le compromis keynésien et le néolibéralisme	3
3.1 Un compromis social largement ouvert vers les classes populaires	4
3.2 La restauration du pouvoir et des revenus des classes capitalistes	5
4 - La nouvelle configuration de l'économie mondiale	6
4.1 Impérialisme : centre et périphérie	6
4.2 Un cas emblématique : Les États-Unis et l'Argentine	7
4.3 Et l'Europe ?	8
4.4 Et la Chine ?	8
4.5 Le schéma de la nouvelle configuration	9
5 - Conséquences pour les pays de la périphérie	10
Références	12